

## Guerre du coton à l'OMC, par Gilles Peltier

LE MONDE | 09.12.05

Pour accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté, le mieux que les Etats puissent faire, c'est de supprimer les obstacles au commerce dans le cadre des négociations de Doha. Voilà ce qu'a expliqué le secrétaire américain au Trésor, John W. Snow, aux membres du comité de développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international le 25 septembre dernier. Cette déclaration sans ambiguïté, alors que l'atonie persistante des cours internationaux du coton durant deux campagnes agricoles consécutives frappe durement les producteurs africains et déstabilise leurs filières les plus performantes, est à rapprocher de celle de son collègue de l'agriculture, qui estime que 20 000 cotonculteurs américains recevront en 2005 des indemnités de 4,7 milliards de dollars de la part du gouvernement américain. Pour leur part, les auteurs du dernier rapport mondial sur le développement humain, publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), estiment que ce montant est supérieur à celui alloué annuellement à l'Afrique subsaharienne par les Etats-Unis.

Voilà bien posé l'un des paradoxes qui devra être résolu avant la conférence de Hongkong, prévue le 13 décembre, sous peine de devoir enregistrer un nouvel échec plus grave encore que celui de Cancun. Une telle issue révélerait l'incapacité pour les économies du Nord, au-delà des déclarations officielles et de certaines initiatives judicieuses pour accroître de manière substantielle l'aide publique au développement, d'amorcer une démarche équitable et efficace de lutte massive contre la pauvreté.

Les fondamentaux de l'échange inégal sur le marché des produits agricoles n'ont guère évolué depuis la conférence de Cancun en septembre 2003. Et ce, en dépit du succès remarqué du Brésil, qui remet juridiquement en cause les subventions américaines. De leurs côtés, la plupart des gouvernements africains ont su convaincre leurs producteurs villageois de la nécessité de baisser fortement — en moyenne de 20 % — le prix d'achat du coton graine. Parallèlement, à la suite de la hausse brutale des hydrocarbures, le coût des engrais et des produits phytosanitaires — qui ampute en moyenne de 35 % le revenu brut du producteur —, celui des transports et d'accès à la mer, et enfin celui du fret maritime ont progressé dans une proportion encore plus forte.

La production du coton était il y a un an encore, par les revenus qu'elle procurait à près de 30 millions de personnes en Afrique subsaharienne, un rempart efficace contre la pauvreté. Sa diffusion dans les zones agricoles les plus démunies participait directement des politiques publiques de stabilisation sociale et de lutte contre l'immigration, d'abord vers les cités urbaines africaines, puis vers l'Europe. Or les données maintenant disponibles pour la campagne 2005-2006 montrent que le revenu moyen à l'hectare du producteur de coton en Afrique de l'Ouest et du Centre chutera de plus du tiers en un an et que son revenu journalier ne dépassera pas 1 euro, brisant ainsi le cercle vertueux de la sécurité alimentaire pour les siens, puis de l'accumulation de l'épargne, et donc l'espoir d'un mieux être... en restant chez soi. Une compression supplémentaire du prix d'achat du coton graine devient donc politiquement impossible pour la plupart des gouvernants. Certes, la production globale attendue en 2006 dans les pays subsahariens reste stable, avec plus de 1 million de tonnes de fibre, soit un huitième des exportations mondiales, et elle contribuera encore fortement à la formation de leur produit intérieur brut. Mais la sévérité des termes de l'échange altérera inévitablement leur croissance économique et obérera leurs efforts pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté.

C'est pourquoi l'argumentaire de certains économistes du Nord, souvent déployé aujourd'hui, recommandant, sans d'ailleurs concevoir l'association de financements d'accompagnement, d'accroître les rendements agricoles, de gagner en productivité industrielle, d'améliorer la qualité du produit, de mieux savoir le commercialiser afin que les filières africaines soient encore plus compétitives — en oubliant que celles-ci opèrent dans un marché à l'exportation au fonctionnement spéculatif et dont près du quart des transactions bénéficie de subventions massives des Etats-Unis — devient indécent. Plus sérieusement, une étude récente du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) compare les facteurs de compétitivité des productions cotonnières entre les Etats-Unis, le Brésil et le Mali, et il conclut que ce dernier, avec les coûts unitaires les plus bas et des marges positives réduites en raison des rendements agricoles certes extrêmement bas, peut espérer des marges de progrès importantes. Aux Etats-Unis, au contraire, les exploitations sont déficitaires et ne doivent leur survie qu'aux subventions publiques, tandis qu'au Brésil les rendements déjà très élevés tendent à plafonner.

Les réflexions en cours, à l'initiative par exemple de l'Agence française de développement, proposant, à partir d'une modélisation du marché mondial du coton, la mise en oeuvre d'instruments financiers et d'assurances permettant d'atténuer des chocs externes exercés sur les filières cotonnières africaines, semblent en théorie plus consistantes. Mais cette approche se heurte rapidement, pour être efficace, à la double difficulté de la structuration d'organes indépendants de gestion et de la levée de masses financières suffisantes pour soutenir durablement de tels mécanismes.

Supposons que le dossier du coton ne devienne pas un obstacle insurmontable à Hongkong. Supposons qu'un agenda de moyen terme, disons 2008-2010, prévoyant le démantèlement des subventions et des soutiens divers de la production américaine soit jugé acceptable par toutes les parties, l'appauvrissement des producteurs africains déjà constaté et ses conséquences sociales n'auront pas pour autant trouvé de solutions. Sauf à imaginer la mobilisation d'urgence de financements de programmes ciblés par exemple sur :

- la mise en place de mécanismes indépendants et interprofessionnels de soutien des filières cotonnières ;
- la restauration des performances des petites exploitations agricoles, combinée avec des actions de protection des sols et de l'environnement ;
- la promotion de la qualité de la fibre naturelle en regard d'une fibre synthétique qui devrait logiquement devenir moins rentable ;
- la valorisation des coproduits oléagineux du coton dans les filières bioénergétiques.

L'Europe peut et doit prendre maintenant l'initiative sur ces programmes. La guerre des cotons et son issue à Hongkong resteront emblématiques de la manière dont les économies du Nord auront su ou non crédibiliser leurs discours auprès des pays les plus pauvres sur les objectifs du millénaire.

---

**Gilles Peltier**, chef d'entreprise, est président-directeur général du groupe Dagrif.